

controverse

Clap de fin sur le gaz de schiste ?

La France s'achemine vers l'interdiction de l'exploitation des gaz et huiles de schiste mais la mobilisation des opposants, notamment sur le Larzac, ne faiblit pas.

Dans ce dossier complexe qui cristallise de très vives critiques depuis plusieurs semaines, l'unanimité politique contre toute exploitation a été scellée vendredi dernier. Le gouvernement a, en effet, décidé de suivre le président du groupe UMP Christian Jacob, qui a déposé la semaine dernière une proposition de loi « visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national. »



Le gouvernement avait octroyé en mars 2010 des permis de prospection. /Photo PAR

Un texte similaire avait été déposé auparavant par le président du groupe PS, Jean-Marc Ayrault. Le gouvernement, qui avait octroyé en mars 2010 des permis de prospection notamment dans trois zones du Sud de la France, fait donc machine arrière. Déjà, fin mars, la ministre de l'Écologie Nathalie Kociusko-Morizet, avait assuré les députés qu'il n'y aurait pas d'exploitation si les procédés d'extraction avaient une incidence écologique « désastreuse », comme a pu le démontrer le récent film-documentaire Gasland sur les extractions très polluantes en Amérique du Nord. Et plus récemment, Jean-Louis Borloo, qui avait octroyé les permis lorsqu'il était ministre, a fait une spectaculaire volte-face en souhaitant une loi permettant l'interdiction...

Si les opposants au gaz de schiste ont gagné une bataille, ils restent très vigilants, à l'instar de l'Aveyronnais José Bové. « Je reste excessivement prudent face à cette annonce gouvernementale, tant qu'une loi ne sera pas votée pour formaliser cet abandon officiel », indique le député européen, qui ambitionnait récemment de réunir quelque 200 000 personnes sur le Larzac contre les gaz cet été.

Alors que la proposition de loi d'interdiction doit être débattue le 12 mai à l'Assemblée, les industriels donnent timidement de la voix. Christophe de Margerie, PDG de Total, trouve « un peu triste de s'interdire a priori d'exploiter une richesse potentielle » et l'Amicale des foreurs et des métiers du pétrole a écrit à chaque député un plaidoyer en forme de baroud d'honneur.